MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Est et de l'océan Indien

Semaine du 2 novembre au 6 novembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION (ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- **Régional :** Le Kenya envisage de prolonger son réseau de transport de carburants jusqu'à Kigali
- **Somalie :** Adhésion officielle à la ZLECAf
- **Tanzanie** : La BAD mobilise 1,2 Md USD pour le chemin de fer Tabora–Kigoma (411 km)

LE CHIFFRE A RETENIR

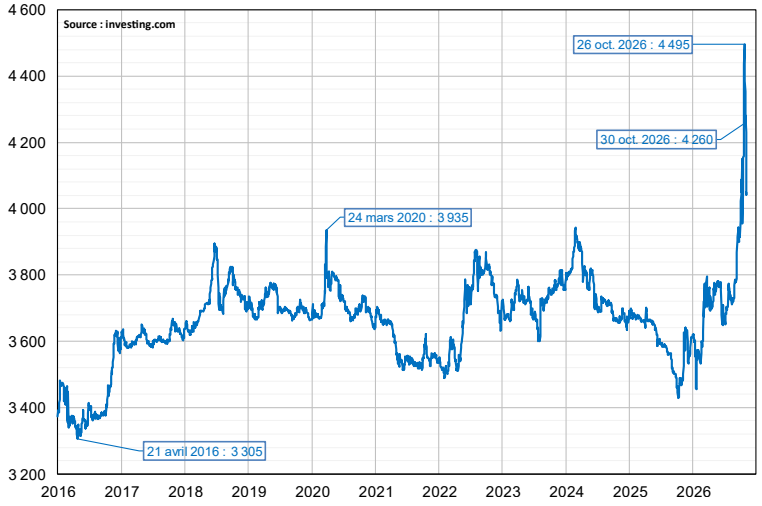
210,7 Md USD

ÉTHIOPIE : VALEUR DU PIB POUR L'EXERCICE 2025/26, APRES UN REESTIMATION DES COMPTES NATIONAUX, FAISANT DU PAYS LA 5E ECONOMIE D'AFRIQUE

Le graphique de la semaine

Ouganda : taux de change du shilling par rapport au dollar américain

- en UGX pour 1 USD, entre 2016 et 2026 -



Le shilling ougandais connaît une forte dépréciation face au dollar américain, atteignant un plus bas historique fin octobre 2026. Après plusieurs années de relative stabilité, la monnaie ougandaise s'est nettement dépréciée depuis juillet, atteignant 4495 UGX pour 1 USD le 26 octobre, avant de se redresser légèrement à 4049 UGX le 5 novembre. Cette dépréciation résulte de facteurs principalement externes, mais aussi domestiques. Le resserrement monétaire américain en septembre aurait accentué les sorties de capitaux des économies émergentes (26,3 Md USD selon l'Institute of International Finance), dont près de 200 M USD investis dans la dette publique ougandaise en deux semaines, selon Citigroup. Parallèlement, les tensions au Moyen-Orient ont renchéri les importations pétrolières et les coûts de transport, tandis que le recul des cours du café et du cacao et la baisse des recettes touristiques liée à l'épidémie d'Ébola réduisent les entrées de devises. Sur le plan domestique, le recours accru à l'emprunt à des taux élevés et l'alourdissement du service de la dette alimentent les incertitudes budgétaires. Face à ces pressions, la Banque centrale ougandaise a relevé son taux directeur de 9,75 % à 12 % le 14 octobre. Malgré son récent redressement, le shilling demeure sous pression, sa dépréciation contribuant au renchérissement des importations et à l'accélération de l'inflation (+5,8 % en octobre, après +4,6 % en septembre), notamment alimentaire et énergétique.

REGIONAL

Déploiement de bornes de recharge pour poids lourds sur le corridor stratégique Éthiopie-Djibouti

Ethiopian Electric Utility (EEU) a annoncé le 31 octobre 2026 avoir signé des accords avec trois entreprises chinoises, Huawei Technologies, Beijing Forever Technology et China Road and Bridge Corporation, pour étudier le déploiement d'un réseau de bornes de recharge destinées aux poids lourds électriques sur le corridor Éthiopie–Djibouti. Attendue sous six mois, l'étude de faisabilité doit préciser les besoins en infrastructures électriques, l'implantation des bornes et les modalités d'investissement. Des discussions sont également en cours pour installer au moins une station sur le territoire djiboutien. Le coût du projet, ses financements et son calendrier de réalisation restent à définir. L'initiative pourrait contribuer à réduire la facture d'importation de carburants et les coûts du transport sur cet axe stratégique. Plus de 95 % des échanges extérieurs de l'Éthiopie en volume empruntent le corridor routier Addis-Abeba–Djibouti.

Le Kenya au 3e rang africain des transactions en cryptomonnaies

Le Kenya a enregistré 5,7 Md USD de transactions en cryptomonnaies sur l'année achevée en juin 2026 (+47 %, contre 3,89 Md USD), selon la société américaine d'analyse Chainalysis. Les cryptomonnaies sont des actifs numériques permettant de transférer et conserver de la valeur hors banques et systèmes de paiement centralisés. Le Kenya se classe troisième en Afrique, derrière l'Afrique du Sud (39,3 Md USD) et le Nigeria (38,1 Md USD), devant l'Éthiopie (3,7 Md USD, –8 %), l'Ouganda (780 M USD) et le Rwanda (441 M USD). Contrairement au Nigeria, le marché Kényan est dominé par les stablecoins, cryptomonnaies adossées à un actif stable comme le dollar, ce qui leur évite la volatilité du bitcoin : ce dernier ne représente que 2 % des transactions au Kenya, contre 92 % au Nigeria. Les stablecoins servent surtout à régler les importations, transférer des fonds et se couvrir contre la dépréciation du shilling. Depuis le 22 juillet 2026, le secteur relève de la Banque centrale du Kenya et de l'Autorité des marchés de capitaux, en vertu du *Virtual Asset Service Providers Act* adopté en octobre 2025.

Le Kenya capte plus de la moitié des financements ClimateTech en Afrique

Le Kenya a capté 51,3 % des 6,35 Md USD levés entre 2016 et 2025 par les ClimateTech africaines, entreprises qui recourent à la technologie pour réduire les émissions ou s'adapter au changement climatique (solaire hors réseau, cuisson propre, mobilité électrique, agriculture, eau, déchets). Ces données proviennent de *The State of ClimateTech in Africa 2.0*, publié en juillet 2026 par Briter avec FSD Africa. Suivent le Nigeria (12,9 %) et l'Afrique du Sud (12 %), les trois marchés réunissant 76,2 % du total. Dans la région, le Rwanda (3,7 %), Maurice (1,6 %) et la Tanzanie (1,3 %) intègrent le top 10. À l'échelle du continent, les financements annuels du secteur sont passés de 206 M USD en 2016 à plus de 1,5 Md USD en 2025, où ils représentaient près de 40 % du capital-risque africain, ce qui place la ClimateTech devant la fintech comme premier secteur de destination de ces fonds. Les montants restent toutefois concentrés sur l'énergie, qui en capte environ 65 %. Les kényanes M-KOPA et BURN Manufacturing figurent parmi les mieux financées, avec respectivement 165,3 M USD et 131,7 M USD levés sur la période. Les principaux investisseurs comptent l'European Development Finance Institutions Management Company (EDFI MC), présente dans 26 entreprises, et le gestionnaire d'actifs français Mirova (17). L'Afrique ne capte toujours que 3 à 4 % des financements mondiaux de la ClimateTech.

Le Kenya envisage de prolonger son réseau de transports de carburants jusqu'à Kigali

La Kenya Pipeline Company (KPC) étudie un projet d'extension de son réseau de transport d'hydrocarbures jusqu'à Kigali, afin de renforcer sa présence sur le marché rwandais. Présenté lors d'une rencontre avec des investisseurs à Kigali le 2 novembre, le tracé envisagé relierait Eldoret, au Kenya, à Kampala, en Ouganda, avant de rejoindre Kigali. Le projet serait développé par phases et permettrait de réduire la dépendance au transport routier, avec pour objectifs de diminuer les coûts logistiques et de sécuriser l'approvisionnement du Rwanda en produits pétroliers. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de l'accord intergouvernemental signé le 29 juin 2026, qui permet au Rwanda d'importer directement ses carburants par le port de Mombasa. KPC en assure le transport par oléoduc et le stockage jusqu'à l'ouest

du Kenya, d'où ils sont acheminés vers le Rwanda par camion ou, pour une partie, par bateau depuis Kisumu sur le lac Victoria. L'entreprise a acheminé l'an dernier environ 9,3 % des carburants importés par le Rwanda, le reste transitant essentiellement par la Tanzanie, et cherche à accroître cette part.

BURUNDI

Lancement d'une initiative de santé appuyée sur les structures confessionnelles

L'ambassade des États-Unis à Bujumbura a annoncé le lancement au Burundi du *Faith and Community Initiative* (FCI), élément de programme de la stratégie américaine de santé mondiale « America First » qui finance les soins dispensés par des structures confessionnelles et communautaires. Mené avec le ministère burundais de la Santé publique, le programme couvre le VIH, le paludisme, la tuberculose, la santé maternelle et infantile et la nutrition. Les hôpitaux confessionnels y servent de pôles de référence : ils approvisionnent, forment et encadrent les petites cliniques et postes de santé communautaires qui leur sont rattachés. Dans le cadre de l'initiative FCI, le département d'État a octroyé en août 2026 une première enveloppe de 250 M USD à World Vision (ONG humanitaire chrétienne), qui pilote un consortium de huit membres, sur un engagement allant jusqu'à 850 M USD sur cinq ans. Le FCI vise 22 millions de personnes par an dans 16 pays africains et aux Philippines, la part du Burundi n'étant pas précisée. Il complète un accord bilatéral entre les États-Unis et le Burundi, signé en février 2026, prévoyant plus de 129 M USD d'aide sanitaire américaine au Burundi sur cinq ans, en contrepartie d'une hausse de 26 M USD des dépenses de santé financées par Bujumbura.

COMORES

Le pays présente ses réformes du climat des affaires au World Investment Forum de Doha

Du 25 au 27 octobre, les Comores ont participé à Doha au World Investment Forum, organisé par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Cette édition était consacrée aux moyens d'orienter davantage les investissements vers les pays qui en ont le plus besoin, alors que plus de 80 % des investissements directs étrangers mondiaux se sont concentrés dans vingt économies en 2025, selon la CNUCED. Le ministre de l'Économie de l'Industrie et des Investissements comorien, M. Moustoifa Hassani Mohamed, a pris part à deux tables rondes ministérielles et à un panel sur la promotion des investissements à l'ère de l'intelligence artificielle. Il a présenté les réformes engagées avec l'appui de la CNUCED pour améliorer l'environnement des affaires, notamment la simplification des démarches administratives et la numérisation des services publics. En marge du forum, la délégation comorienne a pris part à plusieurs rencontres avec des représentants gouvernementaux et des acteurs du secteur privé, autour de perspectives de coopération dans les domaines de l'administration numérique, de l'hôtellerie et de l'immobilier.

ÉTHIOPIE

Addis-Abeba met en service ses premiers bus au gaz naturel

Le 30 octobre 2026, les autorités éthiopiennes ont annoncé la mise en service de 26 premiers bus au gaz naturel à Addis-Abeba et l'arrivée de 400 véhicules supplémentaires sous trois mois. Alimentée par du gaz extrait dans la région Somali, cette flotte doit contribuer à réduire la consommation de carburant importé et les coûts des transports publics. Selon le Premier ministre, les économies d'exploitation pourraient atteindre au moins 50 %. Le programme prévoit également la conversion au gaz naturel comprimé de bus diesel de l'opérateur public Anbessa, ainsi que l'acquisition de 100 camions fonctionnant au gaz. Son déploiement repose sur des infrastructures dédiées de stockage, de transport sous haute pression et de ravitaillement. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie de valorisation du gaz éthiopien sur le marché intérieur et de réduction de la dépendance aux importations.

La Banque centrale éthiopienne maintient son taux directeur à 16 %

Suite à la huitième réunion du Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale éthiopienne (NBE) ayant eu lieu le 3 novembre, cette dernière a décidé de maintenir son taux directeur à 16 %. Cette décision illustre la volonté du gouvernement de continuer à prôner une politique monétaire restrictive dans le cadre d'une inflation qui se maintient à deux chiffres. En outre, le CPM a décidé de garder le corridor

des taux d'intérêt à plus ou moins 300 points de base autour du taux directeur. La NBE a également annoncé un renforcement de la surveillance des crédits bancaires et la possibilité d'imposer la détention de réserves obligatoires supplémentaires en cas de forte expansion du crédit. La banque prévoit d'autre part de poursuivre ses opérations d' « *open market* » pour absorber les excédents de liquidités.

L'Éthiopie devient premier exportateur de services commerciaux parmi les PMA

Selon un rapport conjoint de l'OMC et l'OCDE, en 2024, l'Éthiopie est devenu le premier exportateur de services commerciaux parmi les pays les moins avancés (PMA) dépassant la Tanzanie. Sur l'année en question les exportations du pays représentaient 17 % des exportations totales des PMA, un chiffre qui a plus que doublé par rapport à 2006 où il s'établissait à 7 %. Bien que le poids de l'Éthiopie soit important dans les exportations de services du groupe, le rapport souligne la faible participation des PMA aux échanges mondiaux : en effet seulement 0,54 % (contre 0,42 % en 2006) des exportations mondiales de services provenaient des PMA en 2024. En revanche, leurs importations de services commerciaux s'élevaient à 90 Md USD (+6,4 % en moyenne par an), soit près du double de leurs exportations (47 Md USD).

La réévaluation du PIB éthiopien le fait augmenter de près de +60 %

La mesure de l'économie éthiopienne vient de connaître une réévaluation (« rebasage ») de +59,2 %, portant son PIB pour l'année fiscale 2024/2025 à 24 030 Md ETB (201,42 Md USD) contre 15 090 Md ETB (126,1 Md USD) annoncés antérieurement. D'après un rapport du ministère de la Stratégie nationale datant de novembre 2026, la hausse est le résultat d'une révision des comptes nationaux, avec l'adoption de l'exercice 2024/2025 comme nouvelle année de référence. La réévaluation ne traduit pas une augmentation réelle de la production mais plutôt la prise en compte des activités antérieurement sous-représentées dans le calcul du PIB, tout en actualisant les prix à la production et en intégrant des données plus complètes issues des recensements agricoles et des entreprises. Plusieurs secteurs de l'économie éthiopienne ont connu une réévaluation positive notamment l'eau et l'électricité (+495,4 %), le secteur minier (+245,1 %), le secteur manufacturier (+160,6 %), les transports (+286,7 %), l'hôtellerie et la restauration (+218,8 %) tandis que d'autres ont été réévalués à la baisse : services immobiliers et aux entreprises (-45,2 %), enseignement (-24,8 %) et les services d'intermédiation financière et d'assurance (-4,0 %). Selon la nouvelle base de calcul, le PIB éthiopien pour 2025/2026 est estimé à 31 860 Md ETB soit 210,73 Md USD avec une croissance réelle de +7,7 %. Avec ce rebasage, l'Éthiopie devient la 5e plus grande économie en Afrique.

Kenya

L'inflation grimpe à +7,3 % en octobre, portée par les carburants

En octobre 2026, l'inflation au Kenya a atteint +7,3 % (après +6,8 % en septembre), un plus haut depuis juillet 2023, selon l'Institut national de la statistique. Elle dépasse pour le septième mois consécutif le point médian (+5,0 %) de la cible de la Banque centrale du Kenya, fixée entre 2,5 % et 7,5 %. Les transports en sont le principal moteur (+17,1 % contre +15,6 % en septembre), après la hausse des prix à la pompe annoncée début octobre par l'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole. Sur un an, le kérosène a bondi de +41,6 %, le gazole de +32,5 % et l'essence de +22,8 %. L'inflation alimentaire s'est aussi accélérée (+10,2 % contre +9,5 %), tirée par le bœuf, les haricots, le chou, les pommes de terre, les oranges et l'huile de cuisson. Le poste logement, eau, électricité et gaz (+3,7 % contre +3,2 %) et l'inflation sous-jacente (+4,3 % contre +4,0 %) accélèrent également.

KenGen lève 81 M USD pour le stockage par batteries

La *Kenya Electricity Generating Company (KenGen),* qui fournit 57 % de l'électricité du réseau national, a obtenu de différents bailleurs multilatéraux environ 80 M USD pour construire son premier système de stockage d'énergie par batteries (BESS), selon son rapport annuel 2026. Le Fonds vert pour le climat, fonds climatique soutenu par les Nations unies, apporte 45 M USD. L'Association internationale de développement de la Banque mondiale, qui prête à taux réduit aux pays les plus pauvres, fournit environ 36 M USD. D'une capacité de 100 MWh, l'installation sera répartie entre Olkaria, Kipevu, Embakasi et Muhoroni. Elle stockera les surplus de production éolienne et solaire pour les restituer lors du pic de consommation du soir. Le Kenya couvre aujourd'hui ce pic avec des centrales au fioul coûteuses et des importations d'Éthiopie et d'Ouganda. À l'inverse, aux heures creuses, l'offre dépasse la demande :

l'éolien, le solaire et les importations prennent alors le pas sur la géothermie, et KenGen doit réduire la production de ses centrales géothermiques, difficiles à moduler. La vapeur non utilisée est relâchée et l'énergie correspondante perdue. Le projet est en phase de conception et d'appel d'offres. Il constitue la première phase d'une l'objectif plus ambitieux de KenGen d'atteindre 500 MWh de stockage.

La Banque mondiale relève sa prévision de croissance 2026

Dans son *Kenya Economic Update* de novembre 2026, la Banque mondiale a relevé de +0,3 point sa prévision de croissance pour 2026, à +4,6 %, après un premier semestre dynamique (+5,2 % sur un an, contre +4,9 % au 1er semestre 2025), porté par l'industrie et les services. Cette prévision suppose toutefois un ralentissement au 2e trimestre, sous l'effet du choc énergétique lié au Moyen-Orient et des fortes pluies attendues avec El Niño pendant la petite saison des pluies (octobre-décembre). L'inflation est passée à +7,3 % en octobre (+4,6 % un an plus tôt), restant toutefois dans la fourchette cible de la Banque centrale du Kenya, et les réserves de change s'établissaient à fin octobre à 14,7 Md USD (5,9 mois d'importations). Les finances publiques restent la principale vulnérabilité : le déficit de l'exercice 2025/26 a atteint -6,8 % du PIB, contre un objectif de -4,7 %, après deux budgets rectificatifs ayant porté les dépenses à 24,1 % du PIB. La dette publique représente 69,9 % du PIB et est de plus en plus financée localement, ce qui accroît le risque d'éviction du crédit privé. Le rapport désigne par ailleurs la corruption comme le principal frein à l'investissement et à l'emploi.

L'indice PMI augmente en octobre

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En octobre, le PMI s'est établi à 52,5 (après 51,3 en septembre), son plus haut niveau de 2026. Les nouvelles commandes ont enregistré leur plus forte hausse depuis près d'un an et la production a progressé pour la première fois depuis février, tirée par l'industrie manufacturière. Cette demande met toutefois les capacités sous tension : les carnets de commandes en attente *(backlogs)* se sont accumulées au rythme le plus rapide depuis sept ans, malgé une hausse de l'emplois pour le cinquieme mois consecutif. L'inflation des coûts des intrants a atteint son plus haut niveau depuis novembre 2023, sous l'effet du carburant et des transports, et répercutée sur les prix de vente. La confiance a bondi : 51 % des entreprises anticipent une hausse de leur activité à un an (31 % en septembre), du jamais vu depuis mars 2020.

MADAGASCAR

Washington soutient une usine pilote de terres rares

Le sous-secrétaire d'État américain aux affaires économiques a rappelé dans une vidéo le financement accordé en août par les États-Unis au projet de terres rares d'Ampasindava, dans le nord-ouest de Madagascar. Le projet est porté par Harena Rare Earths Plc (ex-Harena Resources, ex-Citius Resources), une société australo-britannique cotée à la Bourse de Londres, qui a obtenu le permis d'exploitation du site le 8 octobre dernier. D'un montant de 4,84 M USD, ce financement de la Development Finance Corporation (DFC), l'agence américaine de financement du développement, constitue sa première opération minière dans le pays. Il doit couvrir les procédures d'autorisation, les études d'impact environnemental et social et une usine pilote de démonstration, étapes préalables à l'étude de faisabilité définitive. Il pourrait ensuite ouvrir la voie à un financement complémentaire de la DFC de 67 M USD (dette ou fonds propres), sur un investissement global de 142 M USD.

MAURICE

Progression des réserves de change en septembre malgré la dépréciation de la roupie

Selon les données de la Banque de Maurice, reprises par l'agence de notation CareEdge Ratings Africa (rapport du 28 octobre), les réserves officielles de change atteignaient 10,5 Md USD fin septembre 2026, contre 9,6 Md USD un an plus tôt, soit environ 15 mois d'importations de biens et de services. La roupie continue, par ailleurs, de se déprécier : elle a perdu environ 3,5 % de sa valeur sur un an, face aux monnaies des principaux partenaires commerciaux de Maurice. Pour soutenir la monnaie, la Banque de Maurice a vendu 15 M USD aux banques le 22 octobre. La dépréciation de la roupie mauricienne renchérit les importations et accentue les pressions inflationnistes, portant l'inflation à +5,7 % en

glissement annuel en septembre. Dans ce contexte, le comité de politique monétaire de la Banque de Maurice tiendra sa prochaine réunion le 11 novembre.

Ouganda

L'indice PMI recule en octobre

L'indice PMI de Stanbic Bank *(cf. brève Kenya pour la définition)* recule de 53,0 à 50,9 en octobre, sa 4e baisse mensuelle consécutive, mais reste au-dessus du seuil de 50 : le secteur privé croît chaque mois depuis février 2025. La production recule toutefois pour la première fois en 20 mois, dans la construction, le commerce et les services, alors que l'agriculture et l'industrie progressent. Les entreprises pointent la hausse de leurs charges (carburant, transports, impôts, loyers), répercutée sur leurs prix de vente, et celle des taux d'intérêt, la Banque d'Ouganda ayant relevé son taux directeur de 225 points de base, à 12 %, le 14 octobre. Les nouvelles commandes progressent néanmoins, soutenant les achats d'intrants et les stocks, tandis que les délais de livraison s'allongent avec les perturbations du transport maritime liées à la guerre au Moyen-Orient. Les entreprises restent optimistes à un an, misant sur la demande, l'ouverture de succursales et une stabilisation des prix et du taux de change.

Rwanda

Environnement : Kigali accueille la 38e réunion des Parties au Protocole de Montréal

La 38e réunion des Parties au Protocole de Montréal (MOP38) s'est ouverte à Kigali le 2 novembre, dix ans après l'adoption dans la capitale rwandaise de l'amendement de Kigali relatif à la réduction progressive des hydrofluorocarbures (HFC). Les discussions portent notamment sur les besoins de financement pour la période 2027-2029, estimés entre 1,23 et 1,69 Md USD par *l'Environmental Investigation Agency*, ainsi que sur les divergences concernant les émissions déclarées de HFC-23. À l'ouverture, la ministre rwandaise de l'Environnement, Bernadette Arakwiye, a insisté sur le renforcement des dispositifs nationaux de mise en œuvre, notamment les systèmes de licences, les quotas, les normes et la formation des techniciens. Le gouvernement rwandais poursuit parallèlement ses efforts contre le commerce illégal de fluides frigorigènes. Cette réunion remet en lumière les enjeux de financement et de mise en conformité pour les secteurs du froid et de la climatisation.

Seychelles

La production industrielle rebondit de +18,1 % en septembre

Selon le dernier rapport sur l'indice de production industrielle des Seychelles, publié le 31 octobre 2026, l'activité industrielle a enregistré un net rebond en septembre 2026, avec une progression de +18,1 % en glissement annuel, après une forte contraction de -21,0 % en juin dernier. Cette reprise est principalement portée par la hausse de la production dans plusieurs branches, notamment la fabrication de produits du tabac (+93,5 %), la fabrication de malt et de liqueurs de malt (+83,5 %), la transformation et la conservation de poissons, de crustacés et de mollusques (+20,1 %), ainsi que la collecte, le traitement et la distribution d'eau (+15,1 %).

Somalie

Adhésion officielle à la ZLECAf

La Somalie est devenue le 23 octobre le 50e membre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). La Somalie avait signé l'accord en mars 2018 et avait déposé son instrument de ratification le 4 septembre 2026. Cette adhésion pourrait ouvrir de nouveaux débouchés aux entreprises somaliennes, en facilitant leur accès à un marché continental de plus de 1,4 milliard de consommateurs. Toutefois, la ratification ne se traduit pas automatiquement par l'application de tarifs préférentiels. Les autorités somaliennes doivent encore intégrer le tarif électronique de la ZLECAf dans leur système douanier, mettre en place les procédures nécessaires à l'application des préférences tarifaires et permettre aux entreprises de satisfaire aux règles d'origine et aux exigences documentaires.

Soudan du Sud

La Qatar National Bank intensifie ses poursuites pour une créance d'1 Md USD

Après avoir obtenu, fin juillet, une décision d'un tribunal de Washington condamnant la Banque centrale du Soudan du Sud, la Qatar National Bank (QNS) a de nouveau saisi le tribunal américain, fin octobre, afin de faire enregistrer le jugement à

l'échelle nationale aux États-Unis. Cette procédure lui permettrait de saisir des actifs sud soudanais dans d'autres États américains. Ce différend découle d'un prêt accordé au Soudan du Sud par QNS en 2015 pour financer le commerce extérieur du pays. En 2024, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) avait déjà statué en faveur de QNS. Faute d'avoir obtenu le remboursement de sa créance, cette dernière a engagé des poursuites aux Etats-Unis.

La compagnie russe Zarubezhneft envisage de reprendre les actifs de Petronas

Le Soudan du Sud et la Russie ont signé, le 29 octobre à Moscou, un accord de principe portant sur la reprise par la compagnie pétrolière publique russe Zarubezhneft des parts de la société malaisienne Petronas dans les deux principaux consortiums pétroliers : Dar Petroleum Operating Company (DPOC) et Greater Pioneer Operating Company (GPOC). Ces consortiums comptent également parmi leurs actionnaires la China National Petroleum Corporation (CNPC), l'indienne ONGC et la compagnie publique Nilepet. Petronas détenait respectivement 40 % et 30 % des deux entités, avant d'annoncer son retrait du pays en août 2024, après l'échec de sa tentative de revendre ses actifs au britannique Savannah Energy pour un montant estimé à 1,25 Md USD.

TANZANIE

Hausse de près de +50 % des prix des carburants sur un an

En grande partie du fait de la crise au Moyen Orient et du blocage du détroit d'Ormuz, les prix des carburants en Tanzanie ont enregistré une hausse comprise entre +48 % et +53 % sur un an, selon les données publiées le 4 novembre 2026 par l'Autorité de régulation des services publics d'énergie et d'eau (EWURA). À Dar es Salaam, le prix plafond du litre d'essence atteint 4 083 TZS (1,54 USD), contre 2 752 TZS (1,04 USD) en novembre 2025 (+48,4 %). Le diesel s'établit à 4 128 TZS (1,56 USD), en hausse de 52,7 %, tandis que le kérosène atteint 4 117 TZS (1,55 USD), soit +48,4 %. La Tanzanie importe la totalité de ses produits pétroliers raffinés. Les prix domestiques, révisés mensuellement par EWURA, intègrent notamment les cours internationaux, les coûts de fret, le taux de change et la fiscalité. Cette hausse accentue les pressions sur les coûts de transport, les entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.

La BAD mobilise 1,2 Md USD pour le chemin de fer Tabora–Kigoma (411 km)

La Tanzanie a conclu un accord de financement commercial de 1,2 Md USD pour la construction du tronçon Tabora–Kigoma (lot 6) de son chemin de fer à écartement standard *(Standard Gauge Railway, SGR)*. La Banque africaine de développement, en qualité d'arrangeur principal initial, a structuré une garantie partielle de crédit de 800 M USD, la plus importante jamais accordée par l'institution. Le financement repose sur un consortium de neuf banques internationales, dont Deutsche Bank et Société Générale, et comprend 720 M USD de prêts garantis et 480 M USD de prêts non garantis à l'État tanzanien. Cette tranche s'inscrit dans une enveloppe globale de financement de 2,3 Md USD destinée à la construction d'une ligne ferroviaire électrifiée de 411 km entre Tabora et Kigoma. Le projet vise à améliorer la desserte des régions occidentales, à réduire les coûts logistiques et à faciliter les échanges avec la RDC via le lac Tanganyika, renforçant ainsi le corridor central.

Lancement d'un programme quinquennal de développement industriel avec l'ONUDI

Le gouvernement tanzanien et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) ont lancé, le 3 novembre 2026 à Dodoma, un Programme de partenariat pays couvrant la période 2026-2031. Cette initiative vise à accélérer la transformation industrielle du pays et à soutenir la mise en œuvre de la Vision nationale de développement 2050 (Dira 2050). Le programme, qui concernera la Tanzanie continentale et Zanzibar, repose sur six priorités : le renforcement de la gouvernance industrielle, la transformation locale des ressources, le développement des compétences, la mobilisation des investissements et des exportations, la production durable et l'amélioration de l'accès à l'énergie. Sa mise en œuvre associera administrations publiques, secteur privé, partenaires techniques et financiers.

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr, paul.mainguet@dgtresor.gouv.fr
REDACTION : SER DE NAIROBI ET DES SE DE L'AEOI